

Compte-rendu de l'Assemblée générale ordinaire de l'UJFP des 22 et 23 mars 2025

Qui s'est tenue dans les locaux de l'Union syndicale Solidaires,
31 rue de la Grange-aux-Belles, Paris 10^{ème}

- En guise d'introduction :

Notre assemblée générale comme de coutume avait été précédée le vendredi soir 21 mars 2025 par une conférence-débat à la Bourse du Travail réunissant autour de Pierre Stambul, animateur de la soirée : **Yaël Lerer**, femme politique de gauche franco-israélienne, **Rima Hassan**, députée européenne membre de la France Insoumise, et **Nabil Boukili**, député belge et membre du Parti du Travail de Belgique. La soirée fut un franc succès grâce à un public venu très nombreux et il est possible d'accéder à la captation de l'ensemble des interventions et du débat qui suivit sur notre [site](#).

Rappelons que le report de notre assemblée générale au printemps fut justifié par l'organisation du colloque commémorant les 80 ans d'Auschwitz les 25 et 26 janvier 2025. Cependant, proposition a été faite à la présente assemblée de conserver cette période printanière pour l'organisation de la prochaine assemblée générale ; nous aurons l'occasion de rediscuter en cours d'année du meilleur choix de date pour organiser la prochaine AG.

● **Journée du samedi 22 mars 9 heures-18h30 :**

La veille de notre assemblée, une agression israélienne de grande ampleur rompant le cessez-le-feu a fait plus de 300 morts à Gaza.

Béatrice Orès, coprésidente de notre association, a lu en préambule le texte suivant adopté par la Coordination nationale sortante :

1 – Hommage aux disparus :

Nous avons eu plusieurs décès de membres de l'UJFP et de proches de l'UJFP.

*Pour la première fois, un membre de la Coordination nationale est décédé pendant son mandat. **Georges Auspitz** nous a quittés le 17 janvier dernier.*

Parmi les membres de l'UJFP :

***Chaïm Lejbke Pulvermacher**, plus connu des Français sous le nom de Chaïm Léon Pulvermacher : il nous a quitté à l'âge de 93 ans, membre de notre organisation pendant de longues années – **Michel Bélis** engagé dans le combat antisioniste – **Jean François Marx**, qui fut notre trésorier – **Marcel-Francis Kahn**, médecin et militant anticolonialiste – **Marie-Henriette La Rosa dite Rirette**, notre camarade de Lyon – **Elias Seidowski** que les plus anciens d'entre nous ont bien connu et fut spécialiste de Yiddish – **Bénédicte Bauret** et **Georges Auspitz** qui venait d'intégrer notre coordination nationale et y était très investi.*

Nous tenons également à apporter notre soutien à Nicole Kahn, qui a perdu son fils.

Proches de l'UJFP :

***Charlie Shalom Biton**, fondateur des Panthères Noires d'Israël – **Suzanne Lemanceau**, qui animait le comité de soutien à la libération de Georges Ibrahim Abdallah – **Jean-Claude Lefort**, élu communiste investi dans le combat pour la Palestine – **Éric Hazan**, éditeur et écrivain engagé – **Bernard Pinaud**, membre éminent du CRID – **Martine Bernard**, militante de l'AFPS au même titre qu'**Annie Véra** d'Évry, décédée également – **Alban Liechti**, antimilitariste ami de l'UJFP – **Gilles Devers**, un des avocats d'Humani'Terre, défenseur du droit et de la cause palestinienne – **Christiane Hessel**, épouse de Stéphane Hessel et qui poursuivit son combat – **Elias Khoury**, écrivain libanais auteur de *La Porte du Soleil*, roman évoquant la Nakba – **Jacques Sigot**, historien des Tziganes.*

C'est le moment aussi de penser à toutes les victimes de cette guerre infâme qui continue de se dérouler en Palestine-Israël. Notons que cet après-midi du 22 mars 2025, une grande manifestation se déroulera à Paris contre le racisme et le fascisme. Une délégation de l'UJFP sera présente à la manif de ce jour et nous aurons à la constituer.

2- Nombre d'adhérents :

Dans un sursaut que l'on pourrait qualifier à la fois d'éthique et de politique, de nombreuses personnes ont rejoint l'UJFP en 2024. Nous les en remercions. Ce mouvement montre la nécessité qu'une parole juive claire s'élève en France contre le génocide perpétré en Palestine, tant à Gaza qu'en Cisjordanie. Pour rappel, lorsque Richard Wagman a créé l'UJFP en 1994 dans la foulée des Accords d'Oslo, on n'avait que 5 membres réunis autour du Seder de Pessah qui a suivi les Accords d'Oslo. L'UJFP a pris son véritable essor au début des années 2000 au moment de la deuxième Intifada. L'UJFP s'est formellement déclarée comme association antisioniste en 2019. Aujourd'hui, nous espérons que nombre de nos nouveaux adhérents deviennent des militants actifs afin d'assurer notre travail et notre développement. En effet, il est nécessaire que la Coordination se renouvelle et que de nouveaux adhérents et adhérentes viennent la renforcer en termes d'âge, de genre et d'origine.

3- Notre lutte :

Tout au long de l'année 2024 notre lutte a été claire et sans ambiguïté (nous y reviendrons dans le rapport moral et dans les grandes lignes du rapport d'activités).

Plusieurs points importants à signaler d'ores et déjà :

- *La réussite de la manifestation initiée et organisée par l'UJFP contre la venue de Smotrich à Paris (plus de 5000 participants). Nous avons réussi à réunir l'ensemble du mouvement de solidarité à cette occasion.*
- *Les actions judiciaires que nous avons introduites : contre Meyer Habib et contre les franco-israéliens qui ont empêché l'aide humanitaire d'entrer à Gaza en janvier 2024. D'autres actions pourront être introduites au cas par cas, si les faits sont avérés sans ambiguïté, notamment à l'encontre de soldats franco-israéliens. Ce n'est pas une stratégie de l'UJFP, mais elle est nécessaire dans le contexte.*
- *La Solidarité avec Gaza depuis octobre 2023, à travers le GT Gaza, coordonnée par l'UJFP et soutenue par la solidarité française ; le GT Gaza a produit un livre et celui-ci va paraître en avril avec pour titre Gaza : Mort, Vie, Espoir aux éditions Riveneuve. Ces actions font beaucoup plus contre l'antisémitisme d'où qu'il vienne.*
- *Notre participation aux réseaux européen et international de juifs antisionistes. Le premier atelier sera dédié à ces réseaux.*
- *La diffusion de nos livres est assurée à travers des conférences, des débats et des vidéos dans toute la France.*
- *Des propositions de formations auprès de partis, syndicats ou autres, dont nos propres adhérents*
- *Notre colloque : 80 ans après la libération d'Auschwitz ainsi que le succès de nos débats et de notre table de presse à la fête de l'Humanité 2024 en relation étroite avec nos partenaires, dont Tsedek!*

Mais nous en payons le prix (action apologie du terrorisme contre notre directeur de publication et fermeture de notre compte bancaire en cours). La répression contre l'UJFP vient de l'État et s'inscrit dans le cadre de la répression contre tout le mouvement de solidarité au peuple palestinien, mais elle trouve également ses relais parmi des Juifs « sionistes de gauche ». Et cela déstabilise le mouvement de solidarité pour la Palestine. C'est un point que nous devons aborder dans nos discussions stratégiques de ce weekend.

4-Nos engagements :

- *Nous devons intensifier notre lutte contre toutes les formes de racisme et l'inclure dans le mouvement antifasciste qui se construit. À cet égard, nous devons être plus vigilants concernant la lutte contre l'antisémitisme. Nous insistons sur son instrumentalisation, à juste titre, mais nous devons être plus vigilants sur l'antisémitisme en tant que tel, d'où qu'il vienne. Nous avons développé cet aspect de la lutte au sein de la Coordination et nous espérons continuer ce travail à l'UJFP à travers des formations (en interne et en externe). C'est en effet un reproche récurrent que l'on nous fait et il faut en tenir compte. Notre position antisioniste est en soi une lutte contre l'antisémitisme, mais la pédagogie impose que nous soyons explicites dans notre argumentation.*
- *Notre lutte contre le génocide en Palestine, pour un cessez-le-feu, ne doit pas faiblir : BDS est l'un de nos modes d'action essentiel. S'y est ajouté Stop Arming Israël. La participation à des conférences et débats en est un autre.*
- *Pour que notre parole devienne de plus en plus audible, il faut que nos engagements et nos paroles ne prêtent à aucune ambiguïté. A cet égard, pour ne pas prêter le flanc à des attaques, la Coordination a élaboré un document qui sera utile à l'ensemble des adhérents pour évaluer leur participation à des débats, notamment initiés par des associations ou des personnes qui développent des idées politiques différentes de celles de l'UJFP.*
- *Enfin les thèmes des ateliers ont été choisis cette année pour permettre de développer nos stratégies de lutte en tant que Juif.ve.s antisionistes et défenseurs de la lutte du peuple palestinien. Ils devraient aboutir, espérons-le, à développer nos stratégies futures.*

En réponse aux nombreux défis qui nous attendent, nous souhaitons que la Coordination nationale soit significativement plus nombreuse, autour de 25, qu'elle inclue les camarades qui sont porte-parole de l'UJFP dans les diverses instances collectives, qu'elle se réunisse en présentiel par exemple une fois par trimestre, et qu'elle dégage en son sein un bureau en mesure de prendre les décisions courantes en lien avec les groupes de travail mis en place et les camarades mandatés y compris de valider les communiqués proposés. Des groupes de travail spécifiques (antisémitisme, antifascisme, questions culturelles, réseaux sociaux, BDS, réseaux européen et international de juifs antisionistes, Gaza, Cisjordanie, poursuites judiciaires etc...) devraient également être constitués compte tenu de l'ampleur du travail à abattre. Certains ont très bien fonctionné cette année, comme le souligne le rapport d'activités. Nous y reviendrons tout à l'heure.

I- Présentation du rapport financier et vote de ce rapport :

Dominique Ventre, notre trésorier, et Daniel Lévyne, trésorier adjoint, présentent le rapport financier pour l'année 2024. Nous distinguons dans ce rapport, d'une part l'argent des collectes qui transite par notre compte en vue d'envoi vers nos contacts à Gaza et d'autre part, les avoirs propres à l'UJFP et qui font état des recettes et des dépenses internes. C'est évidemment cette partie qui est présentée aux participants à l'AG pour la mise aux voix. On peut remarquer au titre des recettes l'augmentation considérable du nombre des adhésions puisque nous comptabilisons au 31 décembre de l'année écoulée 564 adhérents. Une enquête a permis de constater qu'il y a un bon équilibre entre hommes et femmes ; en revanche, nous manquons d'éléments pour savoir s'il y a eu rajeunissement de l'organisation parmi les nouveaux et les nouvelles venu.e.s. Cette augmentation qui devrait se poursuivre est encourageante pour le renforcement de notre parole juive antisioniste et l'avenir de notre combat, mais également désespérante puisque c'est aussi la conséquence de la situation catastrophique et inhumaine subie par les Palestiniens depuis le 7 octobre 2023.

Un des gros apports vient de la vente de nos livres et du travail effectué par les militants pour diffuser notre parole et celle de nos proches auprès d'un large public et il faut en ce sens remercier tout particulièrement l'assiduité de Myriam et Stéphane Delorme dans la tenue des tables de presse, notamment en Île-de-France. Toutefois, le recensement des livres et sa gestion financière impliqueraient les compétences d'un libraire professionnel (voire un libraire retraité membre de notre association...).

→ Vote du rapport financier : Contre 0 – Abstentions 1 – Refus de vote 0 – Pour 191.
Le rapport financier est adopté.

II- Présentation du rapport moral et vote de ce rapport :

Pierre Stambul présente la première partie du rapport moral qui couvre la situation en Palestine/Israël, ses implications à l'échelle internationale et l'action de l'UJFP en solidarité avec le peuple palestinien.

L'actuel génocide prouve bien qu'Israël est depuis le début une colonie de remplacement, mais contrairement aux autres peuples victimes de génocides, la Palestine a un « grand arrière » et les massacres qui ont repris récemment ne peuvent plus être passés sous silence. L'éradication d'un peuple s'est muée en éradication d'une société : on assiste à une nouvelle Nakba et cela ne s'arrête pas à Gaza mais gagne la Cisjordanie, touche l'ensemble du Proche-Orient (Liban, Syrie ...). Israël a internationalisé la guerre, ne serait-ce qu'en décapitant le Hezbollah libanais. Cette situation n'est pas sans conséquences à l'intérieur même d'Israël où à rebours d'un vote massif en faveur du génocide, on assiste à des mouvements de contre-alya et au courage d'un journalisme dissident représenté par Haaretz, sans oublier le nombre croissant de refuzniks.

Cependant, l'essentiel se joue chez nous où au droit international se substitue une loi de la jungle dont les Palestiniens sont les premières victimes. Le projet de riviéra en lieu et place de Gaza, s'il voit le jour, sera un véritable suicide politique pour Israël ; il est de même nature que les propos invraisemblables tenus par les représentants de l'extrême-droite israélienne, encouragés par l'arrivée de Trump à la tête de la première puissance impérialiste mondiale.

Depuis 2016, l'UJFP a permis aux paysans de la région de Khuza'a et Abasan, à Gaza, de réaliser leurs projets jusqu'à la destruction de toutes les infrastructures précédemment réalisées, par l'armée israélienne. Il faut rappeler que nos interventions sur ce terrain ne relèvent pas de l'humanitaire mais sont politiques. Nous sommes épaulé contre épaulé, eux et nous. Depuis octobre 2023, nous répondons aux besoins des paysans, avec l'aide de la solidarité française. Qu'il s'agisse d'installer des tentes, de mettre en place des équipes médicales, d'assurer trois repas hebdomadaires, de re-scolariser les enfants, de replanter et de récolter, il y a urgence à reconstruire une société. Étouffer le groupe technique Gaza qui s'est mis en place dès le lendemain du 7 octobre est une de nos priorités. Par ailleurs, dans le mouvement de solidarité en France, on peut être satisfait de l'évolution positive de l'AFPS, de l'apparition d'Urgence Palestine ; mais l'UJFP n'a pas que des alliés : notre organisation est attaquée à la fois par des groupes sionistes de gauche qui prétendent que nous serions la caution des antisémites et par les banques qui bloquent nos transferts vers Gaza.

Dominique Natanson présente la seconde partie du rapport moral, celle qui traite de la lutte contre le racisme et le fascisme en France, avec des situations souvent identiques dans d'autres pays d'Europe.

Construite par les médias, la fascisation s'installe dans notre pays et elle met en péril non seulement les populations racisées, mais aussi les homosexuels et tout ce qui remet en cause la domination patriarcale. Notre organisation est directement visée, notamment quand des publications calomnieuses nous accusent de vouloir financer le terrorisme, ce qui n'est pas étranger aux mesures prises par notre banque pour mettre fin à notre contrat.

Même si l'on peut être méfiant à l'encontre des chiffres officiels qui actent une recrudescence des actes antisémites en France, notre tâche est de les dénoncer ainsi que leur instrumentalisation. La médiatisation de ces actes ne doit pas nous faire oublier d'une part, l'emploi calomnieux de l'accusation d'antisémitisme aux seules fins de discréditer toute une gauche de combat, et d'autre part, l'augmentation dans des conditions beaucoup plus importantes d'actes islamophobes cependant invisibilisés. L'organisation avec nos partenaires de Tsedek! d'événements aussi importants que la célébration de la libération du camp d'Auschwitz sont l'occasion de rappeler la nécessité de lutter contre le racisme sous toutes ses formes et notre engagement au sein du Nouveau Front Populaire aura permis de mieux faire connaître notre ligne juive antisioniste dans des milieux certes solidaires de la Palestine, mais souvent mal informés.

- Éléments du débat sur le rapport moral :

- **Mobilisations :** Difficultés à se mobiliser sur tous les fronts tant il y a urgence à agir dans de nombreux domaines. Pourtant les mobilisations sont essentielles ne serait-ce que pour constater que nous ne sommes pas seuls. Il faut cependant reconnaître qu'en France nous ne sommes pas en mesure de mobiliser massivement dans notre camp juif antisioniste comme réussissent à le faire nos alliés aux États-Unis.

- Paris et Province : Les tournées dans les banlieues et les provinces manquent. On retrouve beaucoup, même en notre sein, cette différence entre « la France des bourgs et celle des tours ». Nos intervenants-itinérants sont cependant très actifs et remplissent une fonction équivalente à celle d'*université populaire* ! Le débat national relatif aux organisations ou réseaux campistes qui nous occupe à cette AG n'a pas la même répercussion en province où ces problèmes sont le plus souvent ignorés.
- Stratégie électorale : Le NFP n'est pas nécessairement une référence dans le combat antifasciste, il tend à rester un cartel électoral. Nous n'avons pas assez tenu nos engagements de formation vis-à-vis des partis politiques et des syndicats même si des formations ont eu lieu dans de nombreuses villes (Pierre Stambul), d'autres villes notamment sur la question de l'antisémitisme (Olivier Lek Lafferrière).
- Modifications à apporter au rapport moral et engagements pour notre orientation : La mention des otages israéliens doit s'écrire sans guillemets. Il manque au moins une phrase sur la situation des Bédouins. Nous allons adopter aujourd'hui le texte de la manifestation prévue en ce 22 mars et à partir de ce texte, il nous faudra élaborer un rapport d'orientation de fin d'AG. Une déclaration a été publiée sur notre site :
→ <https://ujfp.org/gaza-comment-se-taire-comment-ne-pas-vouloir-hurler-comment-ne-pas-descendre-en-masse-dans-la-rue-pour-exiger-la-fin-immediate-des-bombardements-et-du-blocage-de-laide-humanita/>
- Situation en Israël : Malgré le contexte alarmant que nous vivons en cette période de génocide, les horreurs ne datent pas de la période qui a suivi le 7 octobre, elles ont commencé dès 1948. Ce qui est inquiétant, c'est la composante nationaliste dominante, celle qui assimile les Juif.ve.s à un territoire, faisant de nous des étrangers dans notre propre pays. C'est le projet du Grand Israël qui est le moteur de l'actuel génocide à Gaza et des agressions qui visent de plus en plus la Cisjordanie. Par ailleurs, il est frappant de voir que s'accroît à l'intérieur d'Israël le traitement discriminatoire des Juifs orientaux.
- Un antisémitisme pro-israélien : Il se développe un peu partout en Europe, à l'image du régime d'extrême-droite d'Orban en Hongrie, et on le retrouve en France dans les liaisons dangereuses entre le CRIF et le Rassemblement National, soucieux de se trouver une virginité en matière d'antisémitisme. Notre analyse doit être claire : c'est la République qui entretient le racisme systémique et non le Crif. Les sionistes ne contrôlent pas la république raciste.

→ *Le vote du rapport moral est reporté au lendemain dimanche après corrections apportées au rapport moral et laisser place à la discussion sur les points suivants :*

- Éléments du débat sur nos interventions publiques :

- Sur le « campisme » : un des objectifs de l'AG a été de mettre au clair notre position par rapport à notre participation à des tribunes, conférences, aux côtés de personnalités jugées infréquentable au regard de leurs engagements passés et le plus souvent non reniés... Michel Collon et son réseau Investig'Action est l'exemple le plus fréquent puisqu'il est très influent dans le soutien à la Palestine. La position de l'UJFP a toujours été : on peut aller débattre au côté de ces personnalités discutables s'ils ne sont pas organisateurs, mais nous devons nous retirer s'ils sont à l'initiative.
 - La voie de l'UJFP est une voie étroite, entre d'une part la persistance de l'attachement à l'idéologie sioniste dans une partie de la gauche dont des mouvements qui nous sont violemment hostiles (Golem, RAAR, JJR...) et des courants pro-palestiniens campistes ou éradicateurs qui sont du pain béni pour justifier parmi nos ennemis l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Nous devons agir comme une association juive, rester dans notre axe anticolonialiste, antiraciste et anti-guerre.
 - Cette exigence comporte cependant le risque de sectarisme et si nous n'acceptons pas la confusion entretenue par ces personnalités et leurs réseaux, ils touchent un public de base avec lequel selon les circonstances nous pouvons travailler et proposer nos formations. Nous sommes parfois alliés et solidaires de militants qui partagent leur tribune et dont on apprécie le travail et l'investissement... Où va s'arrêter la chaîne de contamination ?

- Il importe de respecter les décisions prises en assemblée générale. La demande de médiation pour constituer une délégation chargée de discuter avec Michel Collon en vue d'un compromis n'a pas été retenue à cette assemblée.

III- Ateliers de l'après-midi :

1- Réseau international juif en construction : avec European Jews for Palestine (EJP) ; Tsedek! ; Anti-Zionist Jewish Alliance in Belgium ; Marad (Suisse) ; Junts Associació de Jueus i Palestins Catalana ; UJFP. Le débat est modéré par Béatrice Orès.

- EJP : Yoav Shemer Kunz (EJP et Tsedek!) de Strasbourg explique comment s'est créé le réseau européen à la suite du meeting du 30 mars 2024 conjointement organisé par Tsedek! et l'UJFP. Partis de rien, très vite, 25 groupes appartenant à 16 pays différents ont commencé par élaborer un texte fondateur, multiplié les activités puis ont rencontré des dirigeants européens, ce qui a permis d'investir des espaces jusqu'à présent complètement fermés, dans la presse également. L'EJP dérange et fait face à de gros blocs hostiles, avec peu de moyens, mais ça marche. Les perspectives de construction de ce mouvement sont sur le long terme et les forces restent disparates entre des petits groupes et d'autres plus grands, dont l'UJFP en France, sans doute l'association la plus importante numériquement. Il est important de soutenir cette initiative qui est politique et non humanitaire. EJP a été officiellement lancé le 3 octobre 2024 au Parlement européen à Bruxelles.

- Marad est un collectif juif décolonial basé à Genève et membre du réseau EJP. La racine du mot marad est commune aux langues arabes et hébraïque : elle signifie révolte ou soulèvement. Caroline et Lucas Cantori présentent leur organisation qui, selon leurs propos, assume une « judéité bancaire et imparfaite ». Ils /elles ont une bonne visibilité à gauche même si du côté du Parti socialiste helvétique et des Verts, l'accueil est plutôt timide. Il est important de rappeler le contexte de la criminalisation des Juifs en Suisse à l'époque de la collaboration avec l'Allemagne nazie. Des lettres ont été envoyées à des conseillers d'État qui ont interdit l'UNRWA. Un racisme islamophobe caractérise le pays avec la polémique sur les minarets qui en est le symbole. Les sionistes n'ont plus le monopole de la représentation juive et malgré les interdictions, Marad participe à des festivals antiracistes.

- Junts Associació de Jueus i Palestins Catalana est présenté par Laurent Cohen de Barcelone. Des communautés juives et palestiniennes travaillent ensemble : il y a environ 300 familles palestiniennes organisées à Barcelone et une certaine confiance s'est installée autour de la campagne BDS et de la reconnaissance de l'apartheid par Amnesty international. Le comportement courageux de la maire de Barcelone qui avait mis fin au jumelage avec Tel Aviv a été contrecarré par la position du PS catalan qui a repris l'accord et utilisé l'argument de l'antisémitisme. La bourgeoisie juive catalane ou espagnole est très fermée sur elle-même et si la reconnaissance de l'État palestinien par l'Espagne a été érigée en modèle à l'extérieur des frontières, nos camarades catalans restent critiques quant à cette évolution. Vu de la péninsule ibérique, le combat n'est pas gagné.

- Éléonore Bronstein présente les Ajabibs : ainsi se nomment-ils, AJAB signifiant en français Alliance juive antisioniste en Belgique. Membre de *De Colonizer*, le petit groupe a quitté la colonie, c'est-à-dire Israël, et devient donc un mouvement diasporique pour lequel le temps de l'isolement est terminé. AJAB travaille en étroite relation avec les Palestiniens exilés en Belgique et aussi avec un mouvement ouvrier chrétien, le MOC, qui compte des milliers de personnes. Ces percées permettent d'ouvrir des portes dans un pays où la pression sioniste est moins forte qu'en France, bien qu'on assiste à la même répression du mouvement de solidarité avec la Palestine dans les universités belges... Les écologistes et le Parti du Travail de Belgique auquel appartient Nabil Boukili, député européen qui participait à la conférence de la veille à la Bourse du Travail, sont révélateurs d'une relative souplesse permettant d'entrer sur la scène politique en Belgique, mais le temps est venu de ne plus se contenter de dire qu'« on n'est pas sionistes », comme se limite à le faire l'UPJB qui a un peu raté le train de l'Histoire alors que les diasporas juives antisionistes s'organisent en Europe et à l'échelle internationale. Les sionistes de gauche

entretiennent tout à la fois un climat de peur et de chantage à l'antisémitisme, ce qui leur permet de ne pas regarder en face le génocide à Gaza. Le principe d'égalité entre Juif.ve.s et Palestinien.ne.s leur est insupportable et nous devons cesser de nous justifier, perte de temps visant à nous retarder dans nos engagements.

- Éléments du débat sur ce premier atelier :

- Sur la question du sionisme, la rupture n'est certes pas acquise partout, mais récemment, l'UPJB (Union des Progressistes Juifs de Belgique) avec qui l'UJFP est en relation depuis de longues années est revenue dans la mobilisation. La situation est différente selon les pays et il existe de gros obstacles à franchir comme la non-représentation de notre courant au Parlement de Bruxelles, le poids de l'industrie militaire en Suisse... Les mobilisations en faveur de la Palestine sont certes encourageantes en Grande Bretagne, mais les Britanniques restent surtout observateurs dans le cadre de l'EJP. Il y a cependant quasi-unanimité pour affirmer que « le temps du centre-mou ne peut plus durer ! »

- Les avancées sont nombreuses d'autant que les organisations réussissent à faire beaucoup de bruit avec peu de moyens. En Catalogne, le boycott académique et culturel fonctionne bien et à Barcelone, des dockers ont bloqué le port en guise de protestation contre l'exportation de matériel militaire à destination d'Israël. En Belgique, une coordination des organisations étudiantes a été mise en place. Le mouvement est animé par beaucoup de jeunes et de femmes, des représentants LGBT également. Enfin, l'EJP s'organise dans la perspective du prochain congrès juif antisioniste à Vienne les 14 et 15 juin 2025.

2- Après plus d'un an de génocide, quelle action de l'UJFP en solidarité avec Gaza ? Avec Sarah Katz et Khaled Benboutrif.

- Médecin urgentiste originaire de Toulouse, Khaled rend compte de sa mission à Gaza dans le cadre de Palmed (Palestinian Medical) en janvier 2024, notamment à l'hôpital Kamal Adwan situé dans le nord de Gaza. Encadrés par un nombre restreint de soignants, les victimes sont issues de la population civile et plus particulièrement ce sont des enfants. Les soins sont rendus difficiles en raison du grand nombre de personnes qui se réfugient dans l'hôpital, dans l'espoir d'y trouver un refuge. Il n'y manque pas de personnel compétent et des vies auraient pu être sauvées, mais les professionnels ne disposent pas des moyens en équipement pour soigner à la fois les malades chroniques et les blessés de guerre laissés à l'abandon. L'hôpital a déjà été reconstruit plusieurs fois après les bombardements des guerres précédentes. Le personnel soignant est épuisé, il ne perçoit aucun salaire, tous sont volontaires. Devant ces horreurs quotidiennes, un appel de détresse a été lancé pour briser le silence sur cette situation et dénoncer la responsabilité d'Israël. C'est une partie de notre humanité qui est en train de mourir !

En mars 2024, le blocus sur l'énergie qui permettait l'approvisionnement en eau a contraint à la fermeture. En décembre 2024, l'armée israélienne a pris d'assaut l'hôpital Kamal Adwan et arrêté son directeur.

- Sarah Katz fait le bilan du GT Gaza qui désormais a une histoire commencée en 2016 et dont le symbole, détruit l'an passé, fut le château d'eau de Khuza'a dans le sud de la bande de Gaza. Nous répondions à l'origine à la demande du Mokhtar de Khuza'a qui nous avait dit : « Si la solidarité veut dire quelque chose, alors agissez ! » Nous nous sommes mis à l'écoute des paysans qui avaient conscience de nourrir la population et des partenariats ont été mis en place en France avec notamment Humani'Terre, sur un principe d'égalité entre les collectes de fonds ici et le développement de l'autonomie alimentaire à Gaza : nous avions l'argent et ils avaient le savoir-faire. L'autre force est le centre Ibn Sina venant de la société civile gazaouie, plus particulièrement chargé de la réinsertion des jeunes handicapés. L'extension de la pépinière a été brutalement interrompue par le génocide, mais cette double solidarité (Abu Amir et Ibn Sina) s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui malgré les très mauvaises conditions de survie.

Depuis le 7 octobre 2023, un soutien a été apporté aux paysans avec lesquels nous étions en contact, pour les aider à survivre : achats de tentes, installation de sanitaires, assurer des repas réguliers enfin assurer la scolarisation des enfants. Il a fallu bien entendu lutter contre les profiteurs de guerre, les bandes

mafieuses car nous n'avons pas affaire qu'à de purs esprits... Une des plus belles réussites a été le soutien psychologique apporté aux enfants et il était important pour éviter les maladies de veiller à la propreté du matériel permettant l'alimentation et l'approvisionnement en eau potable. Les populations se regroupent par catégories professionnelles : il y a le groupe des paysans, celui des pêcheurs. Malgré la destruction du château d'eau, un forage a pu être effectué sur le lieu du château d'eau pour fournir de l'eau aux paysans (fin 2024,- début 2025) qui ont ainsi pu proposer des légumes à des prix abordables pour les familles. Mais la rupture du cessez-le-feu fait craindre le pire.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette expérience ? Et quelles perspectives alors que le sort des habitants de Gaza est alarmant ?

- Nous avons appris qu'il était possible de créer des liens avec la population sans nous imposer, en restant à l'écoute. Nous sommes épaule contre épaule en tenant la main de l'occupant qu'on enferme. Une solidarité directe s'est constituée avec ceux qui nous apportent beaucoup et c'est l'engagement des Palestiniens et leur détermination là-bas qui nous donne les motivations ici.

- Où sont les combattants armés palestiniens ? Dans cette guerre, toutes les victimes sont des civils. La violence israélienne ne pourra pas éradiquer la résistance. Quand un combattant palestinien meurt sous les coups de l'occupant, deux jeunes autres vont surgir et prendre le relais. Ce cycle de violence est sans issue.

- Le système financier international est complice et les banques ont l'hypocrisie de nous dire qu'elles acceptaient nos virements « pour nous rendre service ». On aurait donc abusé de leur bonne volonté ! L'UJFP se trouve clairement dans cette forme de répression qui permet aux banques de bloquer toute aide financière à une population en détresse, sans que ces établissements complices du système aient à se justifier.

- Nous ne devons pas céder au découragement. Faut-il en venir à des actions spectaculaires ? En tous cas, il faut essayer de convaincre un plus vaste public, organiser une riposte. Les efforts fournis par le GT Gaza ne sont pas dérisoires et il faut l'élargir, au besoin avec d'autres membres que les militants de l'UJFP.

- **Journée du dimanche 23 mars 9 heures-17h00 :**

IV- Présentation du rapport d'activité et vote des deux rapports (moral et d'activités) :

Richard Srogosz présente le rapport d'activité qui couvre une période de 15 mois depuis le 1^{er} janvier 2024 et la date de la présente assemblée générale. Mais Richard ne pouvait pas ne pas citer, deux événements d'importance de ce début d'année 2025 : d'une part le colloque co-organisé par Tsedek! et l'UJFP commémorant les 80 ans d'Auschwitz qui se déroula les 25 et 26 janvier 2025 et d'autre part le cessez-le-feu dans la guerre génocidaire à Gaza annoncé le 15 janvier mais rompu un mois après. Il n'était pas possible de passer ces événements sous silence.

Parmi les motifs de satisfaction, nous pouvons signaler l'arrivée de cinq nouveaux membres dans la coordination nationale, la régularité des réunions de cette coordination avec un point d'information hebdomadaire d'une heure, la simplification des échanges grâce à l'utilisation de la plate-forme Mattermost, une lettre info de 4 pages actualisant nos interventions destinées à nos militants.e.s et adhérent.e.s pour diffusion dans leur entourage. Par ailleurs, nous avons réalisé cette année six séances de formation en visioconférences sur des sujets divers et qui ont été très appréciées, sans oublier que, parmi les nouveautés, une série de *Brèves de Presse ont été proposées*.

Hormis ces points de fonctionnement, l'audience de notre organisation s'est accrue non seulement en raison de l'augmentation du nombre de ses membres mais aussi par notre présence régulière aux manifestations de soutien au peuple palestinien, la participation de nos porte-paroles à des débats un peu partout en France, la diffusion de nos livres et la régularité avec laquelle nous avons publié sur notre site les comptes-rendus de nos contacts à Gaza, justifiant ainsi l'usage des dons souvent généreux qui aident à la survie d'une société que le sionisme cherche à détruire. Nous ne sommes plus minoritaires : les appels juifs antisionistes, l'organisation de réseaux à l'échelle internationale et la collaboration étroite avec nos camarades

du collectif juif décolonial Tsedek! (sans compter nos contacts avec Jewish Voice for Peace aux États-Unis) constituent une avancée notable dans notre combat, ne serait-ce qu'en raison de l'hostilité que l'originalité de notre parole suscite parmi nos adversaires.

Toutefois, nous ne devons pas sous-évaluer l'immense tâche qui nous attend dans un contexte où l'on assiste à la destruction des valeurs humanistes, en Palestine/ Israël bien évidemment mais aussi chez nous où la répression touche durement le mouvement de solidarité sans nous épargner. Outre la destruction des réalisations à Gaza (château d'eau, pépinière, maison des paysans ...), l'injustice de l'emprisonnement par la France de Georges Ibrahim Abdallah est un autre coup dur qui s'ajoute à un contexte désespérant. Notre organisation et sa Coordination nationale devront faire face aux dysfonctionnements qui persistent, notamment l'absence de véritable parité dans l'équipe de gestion, et les débats de cette seconde journée auront pour objectif de proposer des solutions alternatives.

Plusieurs chantiers nous attendent et nous avons commencé à nous y préparer :

- Le renforcement du GT Gaza sur les bases et les perspectives présentées hier en atelier et qui devraient bénéficier de la prochaine publication du livre collectif *Gaza : Vie, Mort, Espoir*.

- Le chantier de la lutte contre l'antisémitisme et son instrumentalisation dans le cadre du combat contre le racisme sous toutes ses formes

- Le chantier déjà engagé des actions en justice dans le but de défendre la liberté d'expression, d'association ainsi que les décisions prises par les institutions du droit international.

- Le rôle que nous avons à jouer dans les organisations et différents collectifs de soutien à la Palestine : BDS, Urgence Palestine, la Plateforme des ONG ou le Collectif National.

- Enfin, notre participation aux prochains grands événements de l'été 2025 : Congrès juif antisioniste à Vienne en juin, Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités à Bordeaux fin août, Fête de l'Humanité en septembre...

→ ***Vote du rapport d'activité national***, sans tenir compte des rapports locaux ou régionaux encore incomplets : Contre 1 – Abstentions 3 – Refus de vote 6 – Pour 182.

Le rapport d'activité est adopté.

→ ***Vote du rapport moral*** présenté la veille mais modifié avec relecture des passages corrigés ou ajoutés : Contre 12 – Abstentions 4 – Refus de vote 0 – Pour 176.

Le rapport moral est adopté.

V- Débat sur le fonctionnement, les motions / Élection de la coordination nationale 2025 :

1- Point sur le fonctionnement de l'UJFP dans le contexte actuel :

- **Modifier notre fonctionnement sans changer les statuts :**

Nos statuts avaient été modifiés pour correspondre à un fonctionnement horizontal qui n'avait pas donné satisfaction. Il n'est cependant pas nécessaire de les modifier une nouvelle fois, mais notre organisation doit s'adapter au doublement du nombre d'adhérents qui a nécessairement des conséquences sur le fonctionnement de l'association. Nous ne sommes pas les seuls et d'autres organisations rencontrent des problèmes identiques mais fonctionnent de manière plus décentralisée comme la LDH ou l'AFPS, dont le modèle pourrait nous inspirer.

D'autre part, les personnes ressources actives non-membres de la coordination ne sont pas assez consultées, alors que les tâches qui incombent à la coordination sont trop nombreuses dans cette période difficile où nous sommes très sollicités.e.es. Il serait possible d'envisager une sorte de parlement (C.A. ?) impliquant ces personnes / militant.e.s ressources qui se réuniraient une fois tous les trimestres, alors que la coordination a des réunions quasi hebdomadaires en zoom et bimensuelles en présentiel, avec débats approfondis.

Il est possible de mieux utiliser les moyens techniques qu'Internet met à notre disposition et il n'est pas sûr que Mattermost soit le mieux adapté à un fonctionnement qui s'ouvrirait davantage aux non-membres de la coordination. Discord mériterait d'être expérimenté. La question de la rédaction et de la publication des communiqués gagnerait à être revue ; peut-être faut-il envisager un mandat pour les communiqués ?

- La tâche de la prochaine coordination sera de mettre en place des groupes de travail :

Des suggestions ont été proposées en fin d'assemblée générale avec un ou deux responsables de GT, mais la mise en place de ces groupes de travail bien entendu ouverts à des non-membres de la coordination devra se mettre en place assez vite à l'occasion des premières réunions de la nouvelle équipe de gestion.

- Notre place dans les différents réseaux / collectifs de soutien à la lutte du peuple palestinien :

Indépendamment des réseaux européens ou internationaux juif.ve.s antisionistes solidaires de la Palestine, l'UJFP a son rôle à jouer dans les différents collectifs associés au soutien avec la Palestine en France et en Europe, mais la situation est différente selon les collectifs. Un état des lieux suivi de débats s'est déroulé sur nos implications :

- Dans **ECCP** (European Coordination of Committees and Association for Palestine), nous ne sommes que très épisodiquement présents et cette fonction demande une bonne connaissance de la langue anglaise. L'UJFP doit davantage s'y impliquer.

- **Urgence Palestine** est une organisation nouvelle née du 7 octobre 2023, très dynamique avec laquelle nous travaillons régulièrement sans pour autant adhérer à toutes ses prises de positions. Nous sommes prêts à participer à des actions en justice à leurs côtés.

- **BDS France** : Un débat contradictoire a eu lieu dans le cadre de cette assemblée générale où les différentes parties impliquées dans les mesures prises récemment à l'encontre du comité Palestine Amitié de Besançon ont pu s'exprimer.

- **Collectif National** (Collectif National pour un Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens) Nous considérons depuis longtemps que la charte de ce Collectif est dépassée ; cependant, il est nécessaire d'y maintenir l'unité tout en essayant de l'amener sur nos positions. L'évolution de l'AFPS qui y joue un rôle central est un atout pour nous. Le quitter ne serait pas une bonne solution. De nombreux collectifs rencontrent en province des situations identiques.

Enfin, indépendamment de ce débat, l'assemblée a accueilli avec satisfaction les initiatives mettant davantage en valeur le rôle positif des fêtes juives dans notre organisation laïque, en grande partie grâce à nos camarades de Tsedek!

2- Élection à bulletin secret et avec procurations des membres de la coordination 2025 : (47 votants)

Candidats : Pierre Abécassis – Sarah Brochart – Alain Fride – Géraldine Hornberg – Daniel Lartichaux – Daniel Lévyne – Dominique Natanson – Béatrice Orès – André Rosevègue – Richard Srogosz – Pierre Stambul – Dominique Ventre – Richard Wagman.

→ *Toutes et tous ont été élu à l'exception de Richard Wagman qui n'a pas eu le nombre de voix réglementaires.*

3- Élection des membres des commissions :

- Commission des conflits : Jihad Wachill– Nicole Lefeuvre – Pierre Jaouen.
- Commission des comptes : Bernard Sirkis – Patrice Meillier.

4- Examen des motions présentées et débat :

Richard Wagman présente deux motions, l'une sur la nécessité d'accepter les invitations de médias éloignés de nos positions à l'exception de ceux qui s'affichent clairement d'extrême-droite et l'autre sur la diffusion partout où les Juif.ve.s se rassemblent, même si nous n'y sommes pas invités. Priorité à la diffusion de notre parole. Un débat contradictoire s'engage sur ces deux points, notamment sur le second, mais les deux

contributions ne seront pas mises au vote car elles ne se présentent pas vraiment comme des motions. Les questions soulevées par ces deux textes sont prises en considération et seront revues et examinées ultérieurement.

Dominique Natanson intervient sur le risque encouru quand dans des documents officiels comme le rapport d'activité, l'identité des auteurs et autrices d'initiatives sont nommé.e.s explicitement, nom et prénom. S'il est encourageant pour les militants que leur travail soit valorisé, la période exige que nous soyons prudent.e.s et une forme d' « anonymisation », voire un éventuellement le recours à des pseudos, devrait se généraliser y compris dans les communications écrites internes à l'association.

Richard Srogosz, pour la rédaction de cette proposition de compte-rendu.